

Les projets FGC, des aventures humaines



Tourisme solidaire au Mali et au Cambodge

Tourism for Help et le Centre Doni Blon à Ségou forment au métier du tourisme des jeunes Maliens en vue de leur insertion sur le marché du travail. Le projet encourage une forme de tourisme responsable en contact avec la population et soutient directement les élèves du Centre.

- 120 jeunes auront reçu leur diplôme du centre Doni Blon et seront mieux équipés pour affronter le marché du travail.
- Une structure d'accueil permet à des touristes solidaires de soutenir l'épanouissement de jeunes défavorisés dans une atmosphère conviviale au bord du fleuve Niger. Un projet similaire est mené dans la province de Stung Treng au Cambodge.

« Notre alimentation en saison sèche s'est beaucoup améliorée grâce aux périmètres maraîchers. De plus, c'est la source de revenus de nombreuses femmes. On ne saurait compter le nombre d'enfants scolarisés grâce à cet argent. »

Aminata, bénéficiaire du projet ADAP de jardins potagers, Est du Burkina Faso

« J'avais peur qu'un de mes fils ne devienne membre d'un gang. Grâce à l'éducation reçue auprès de l'association Las Marias Clotildes, mes enfants sont plus responsables et ont pris goût aux études. »

Nieves, mère de trois enfants – accueil de jeunes dont les parents travaillent dans un bidonville de Lima, Pérou (Terre des Hommes Suisse)

Quand le Sud éveille nos jeunes

Ousmane Dianor, un Sénégalais de Genève, tient un pari audacieux : envoyer des jeunes d'ici en difficulté... aider des jeunes d'Afrique ou d'Amérique latine. Son organisme, Accès à l'éducation et à la formation (AccEd), s'est associé au Bus Unité Prévention Parcs (BUPP) de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle. Cet été, 38 jeunes Genevois ont ainsi aidé à construire une école aux Comores. Une expérience bouleversante pour tous.

« Dans des situations bien plus graves que la leur, ils vivent des

échanges chaleureux avec les populations qui les accueillent et les valorisent... et leur existence bascule, explique Dianor. Au retour, plus question de glander ! Un besoin de sens les titille : projet de vie, retour à l'école, apprentissage, bénévolat, non violence... Certains veulent suivre les contacts noués, ou lancer une autre activité solidaire. Découvrir les problèmes du Sud les aide à affronter leurs problèmes ici ! »

AccEd travaille également avec des écoles et aide des profs à organiser des voyages solidaires avec leurs élèves.



Des jobs pour 1000 jeunes à Madagascar

Frères de nos Frères et l'ONG malgache CEFOR améliorent l'insertion des familles vulnérables dans la capitale par des formations courtes adaptées au marché du travail, dans des domaines qui ont de réels débouchés: couture, gardiennage, saisie informatique, employé de maison.



Le théâtre pour s'émanciper en RDC

Assotic soutient la compagnie congolaise Théâtre des Intrigants « pour éduquer, sensibiliser la population locale à avoir le courage de la parole, pour dénoncer les maux dont elle souffre: sous-développement, corruption, violence, dictature, dégradation des ressources »

« La coopération avec la FGC a renforcé notre autonomie et nous a responsabilisés au point que nous continuons sans elle! »

Bernard Njonga, Association citoyenne de défense des intérêts collectifs au Cameroun

« Ici, la violence est quotidienne, les gens sont sans repères. Cecucol représente pour les jeunes et les femmes un lieu où trouver un espace de paix. »

Bernarda Pavón, Cecucol, animation artistique des quartiers dangereux à Cali, en Colombie (Terre des Hommes Suisse)

Débat public

Genève internationale, Genève solidaire?

Pour être crédible dans sa vocation globale, Genève doit-elle en faire plus? Qui met en œuvre cette solidarité? Comment la rendre plus efficace?

Carlo Sommaruga, conseiller national PS
Eric Leyvraz, député UDC
Guy Mettan, député PDC
un-e député-e PLR (à confirmer)
Maribel Rodriguez, secrétaire générale FGC
Dominique Rossier, chargée d'enseignement IHEID.

Modéré par Denis Etienne, rédacteur en chef adjoint, Tribune de Genève.

Mercredi 8 octobre à 19h30, Uni Dufour, salle U259

Dessins de presse

Nord-Sud; regards croisés sur la coopération au développement

Caricatures de dessinatrices et dessinateurs romands et africains croquant avec humour et causticité les inégalités Nord-Sud, les déséquilibres de la planète et les paradoxes de la coopération.

En plein air, rue du Mont-Blanc, jusqu'au 31 octobre

Pilier ici

Tribune de Genève

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

4 octobre, Journée Genève solidaire Genève, pour un monde meilleur



• Mercredi 8 octobre, débat public: «Genève internationale, Genève solidaire?» (p.4)

• Jusqu'au 31 octobre, exposition de dessins de presse sur la rue du Mont-blanc

Jeunes de Pampachica en Amazonie péruvienne, devant leur centre culturel. PHOTO ASSOCIATION KALLPA-GENÈVE

Notre cité a de longues racines d'entraide et d'ouverture au monde: havre des persécutés après la Réforme, berceau de la Croix-Rouge, centre de gestion planétaire aujourd'hui.

Une loi votée le 4 octobre 2001 demande de consacrer 0,7% du budget cantonal à la solidarité internationale. Cette date a

été choisie par la Fédération genevoise de coopération (FGC), partenaire des autorités dans cette tâche, pour rendre visible et vivant l'engagement humaniste de Genève.

La Journée annuelle Genève Solidaire célèbre ainsi les liens tissés à travers le monde par des milliers de Genevoises et Genevois avec des populations courageuses qui luttent pour une vie digne.

Cette journée est également l'occasion de dialoguer avec le public et les élus. Comment justifier, renouveler, améliorer cette solidarité citoyenne? Genève, en tant qu'observatoire privilégié des grands enjeux de l'humanité (climat, droits humains, santé, migrations, commerce, économie verte, travail, internet...), aurait-elle des solutions innovantes à proposer pour un monde meilleur?

Tous sur la même terre

René Longet
Président de la Fédération genevoise de coopération (FGC)



Tout nous relie au monde! Les composants de nos objets quotidiens, la diversité de nos origines, les multiples échanges qui font notre économie, nos voyages, nos rencontres... Et surtout, Genève cultive ce lien en hébergeant plusieurs centaines d'organisations internationales publiques et associatives. Elles assurent, avec nos entreprises liées à l'international, un tiers de nos emplois.

Nous pouvons, avec une certaine fierté, constater que Genève est devenue le tableau de bord de nombreux défis planétaires.

Cette dynamique s'accompagne d'une forte mobilisation des acteurs locaux. Depuis des siècles, des habitantes et habitants de cette cité se sont engagés pour les victimes de persécutions et d'injustices. De nos jours, 350 associations totalisant 70'000 membres et donateurs mènent des centaines de projets de développement, de paix et de droits humains – soutenus par les pouvoirs publics.

Grâce à cette Genève solidaire, des milliers et des milliers d'enfants vont à l'école. Des paysannes et des paysans peuvent vivre de leur travail. Des femmes s'émancipent. D'innombrables vies vont mieux: eau potable, formation professionnelle, soins, autonomie énergétique et alimentaire. Et cela grâce à quelques pour mille de nos deniers publics. Un très petit effort pour nous, mais essentiel pour assurer à des êtres humains bien plus pauvres que nous un droit élémentaire: vivre dignement dans son pays. Qui pourrait s'opposer à un tel objectif?

Notre cité, au cœur des efforts mondiaux pour un développement durable, tire aussi de cette position une prospérité certaine. Il est cohérent qu'elle y réponde avec exemplarité... et avec cœur!

Des projets genevois pour un monde à l'endroit

La solidarité, c'est la loi!

Le peuple de Genève est «attaché à l'ouverture de Genève au monde, à sa vocation humanitaire et aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme», affirme le préambule de la nouvelle Constitution cantonale (2013). L'article 146 définit la politique genevoise de solidarité internationale: droits humains, paix, action humanitaire, coopération au développement. L'article 147 parle de «conditions d'accueil favorable aux acteurs de la coopération», ainsi que de «mesures d'hospitalité, de concertation, de sensibilisation et d'éducation permettant d'assurer une bonne entente au sein de la population.»

La loi cantonale sur le financement de la solidarité internationale, votée en 2001, demande au canton d'y consacrer au moins 0,7% de ses dépenses. L'Etat collabore dans ce but avec des organismes reconnus pour leur compétence, tels la FGC.

Vous avez dit 0,7%?

A l'origine, 0,7% est la fraction du PIB que l'ONU demande aux pays riches de consacrer à l'aide au développement. Seuls 5 pays l'appliquent: Suède, Norvège, Danemark, Luxembourg, Royaume-Uni. La Suisse est en 8e position avec 0,47% (pour un montant de 2'964 millions de francs en 2013).

Au niveau genevois, ce chiffre symbolique a été proposé aux collectivités comme part du budget à allouer à la solidarité internationale. 18 communes s'y astreignent, mais pas encore l'Etat malgré la loi de 2001 qui l'y oblige. Ce point a fait l'objet d'une pétition munie de 14'000 signatures qui sera prochainement traitée au Grand Conseil.

5,5 milliards...

C'est ce que rapporte par an la position internationale de Genève à notre économie. Soit 10% du PIB genevois. Un tiers de nos emplois est lié à ce secteur. Avec 29 organisations et 250 ONG internationales, Genève s'occupe des défis liés à la pauvreté dans le monde: catastrophes, réfugiés, épidémies, guerres, persécutions, chômage, environnement, crise climatique. Cette position privilégiée implique une attitude en conséquence.

...55 millions

C'est ce que l'Etat devrait verser à la solidarité internationale s'il prélevait 0,7% sur son budget 2014. Une goutte d'eau bienvenue, ne serait-ce que pour notre image mondiale! Mais la loi de 2001 n'est pas appliquée, et l'aide cantonale stagne à environ 0,2%.

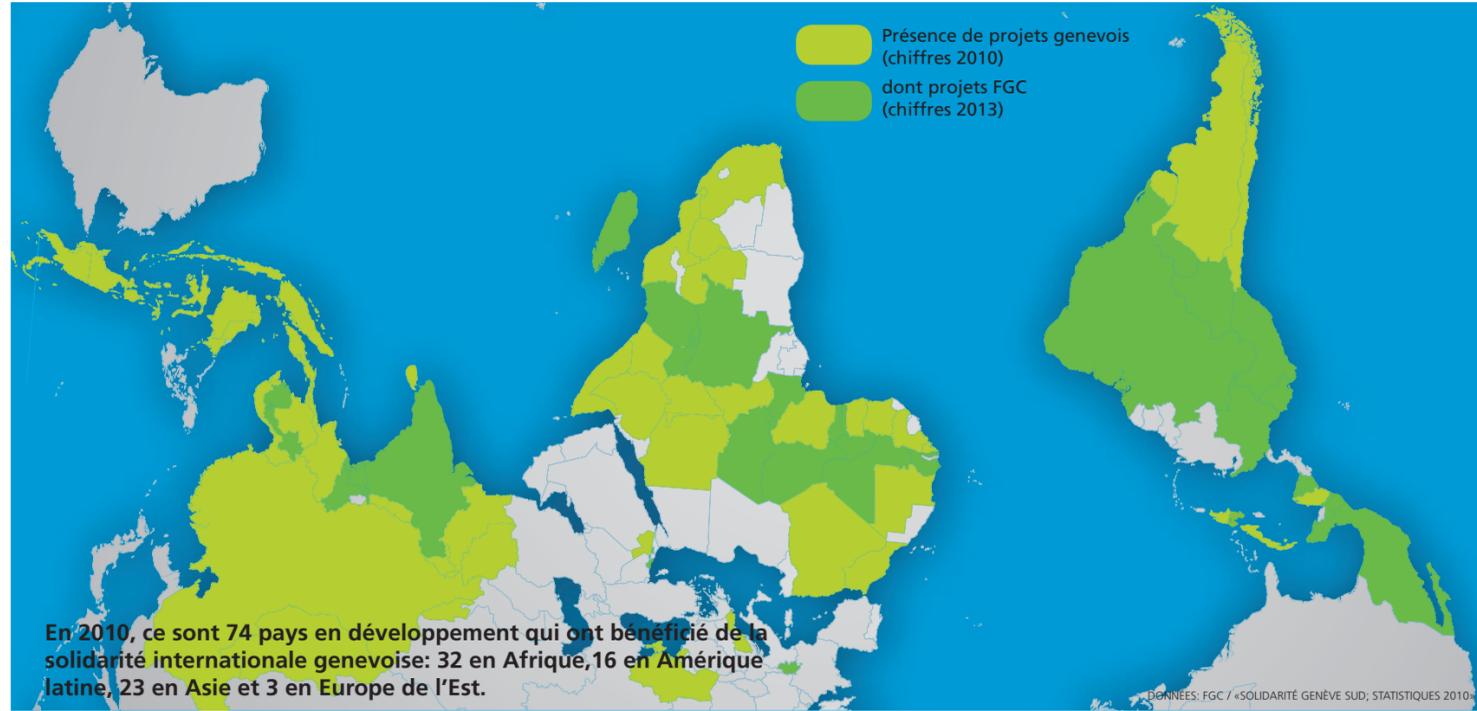
L'aide change le monde

On parle trop souvent d'une minorité de projets victimes d'échecs ou de bureaucratie. Malgré la complexité et les obstacles au développement, le bilan de la coopération internationale est largement positif.

Ainsi dans le monde, entre 1990 et 2010:

- La **pauvreté** a baissé de moitié: la proportion des gens vivant avec moins de 1,25 dollars par jour est tombée de 47% à 22%
- L'accès à l'**eau potable** a été amélioré pour plus de 2 milliards de personnes
- La **malnutrition** a baissé de 23,2% à 14,9%
- La **mortalité des enfants** de moins de 5 ans a baissé de 41%
- La **mortalité maternelle** a baissé de 47%
- Les **bidonvilles** ont régressé: 200 millions d'habitants ont obtenu des conditions d'habitat décent de 2000 à 2010
- L'**éducation** a progressé: le nombre d'enfants n'allant pas à l'école a baissé de 102 à 57 millions de 2000 à 2011.

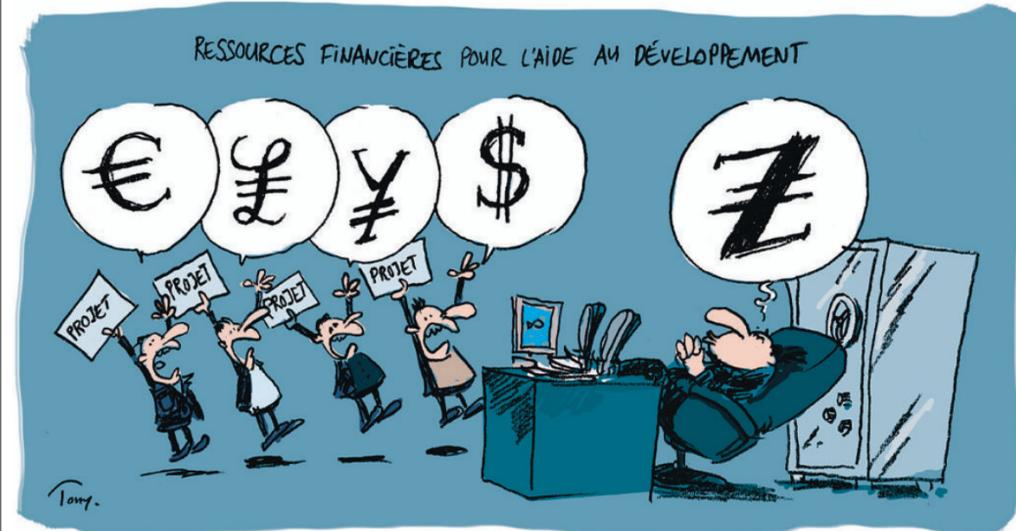
Ces chiffres du Rapport 2013 des Objectifs du Millénaire pour le développement montrent néanmoins que beaucoup reste à faire. Il reste encore un milliard de pauvres absolus: un humain sur sept survit avec moins d'un franc par jour sans assurer ses besoins vitaux: eau, nourriture, soins, logement, éducation. L'aide pratiquée par les membres de la FGC s'attaque aux causes du mal développement en permettant aux bénéficiaires de s'organiser pour sortir durablement de la pauvreté.



Solidarité planétaire: le gène de Genève

- Des dizaines de milliers de professionnels genevois, suisses et étrangers, artisans, chercheurs, enseignants, retraités et bénévoles travaillent pour un monde meilleur, contre la pauvreté, l'injustice et les déséquilibres planétaires.
- Nos instituts universitaires, hôpitaux, ainsi que des entreprises, ont également des projets de coopération Nord-Sud.
- L'Etat (Service de la solidarité internationale), la Ville (Délégation Genève Ville Solidaire) et certaines communes ont leurs propres services actifs dans la coopération.
- 350 associations locales, dont 62 membres de la FGC, mènent des centaines de projets dans les pays du Sud et de l'Est, soutenus par le canton et la

plupart des 45 communes.



Dessin de Tony (CH) tiré de l'expo à découvrir jusqu'au 31 octobre à la rue du Mont-Blanc (voir page 4)

FGC, la coopération à visage humain

Forte de 62 associations, la FGC est une partenaire des autorités garantissant l'usage efficace des fonds publics.

Depuis 1966, la FGC représente un label de qualité basé sur son réseau associatif local. 40 experts bénévoles offrent 7'000 heures de travail par an pour passer au crible chaque projet. La Fédération assure aussi le suivi et le contrôle financier.

Les projets ont pour vocation d'aider les gens du Sud (communautés locales, femmes, jeunes) à prendre en main leur avenir.

La FGC est aussi très active dans l'information du public genevois: expositions, débats, matériel pédagogique, événements, films, rencontres de par-

tenaires du Sud. Elle tisse des liens de proximité entre habitants d'ici et populations bénéficiaires, en montrant des visages et des résultats concrets.

En 2013, 95 projets ont été soutenus dans 31 pays, ainsi que 18 activités d'information en Suisse, pour un total de 10,2 millions de francs.

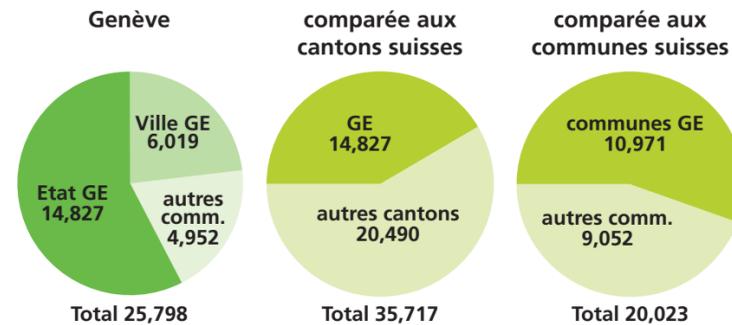
Une initiative originale: le fonds contre la drogue

Un succès obtenu dès 1995 par la FGC: à Genève, un quart des sommes saisies sur le narcotrafic finance un Fonds de lutte contre la drogue. Des projets de prévention et d'alternatives au Sud (en moyenne 270'000 francs par an) sont gérés par le Service de la solidarité internationale du canton. Un autre quart est affecté à la prévention à Genève.

Associations membres:

- AccEd - Association pour l'accès à l'éducation et à la formation
- Actares - Actionnariat pour une économie durable
- Action de soutien à l'enfance démunie
- Agir avec les Scouts pour une Terre Meilleure
- Aide suisse à l'action communautaire en Haïti
- ASSAFI - association d'appui aux femmes ituriennes (RDC)
- Association Alborada
- Association Amis suisses-Villages dogons
- Association CEAS - Genève
- Association de solidarité Nicaragua - El Salvador
- Association Kallpa-Genève
- Association Kombit
- Association La Florida - Pérou
- Association pour le développement des aires protégées (ADAP)
- Association Protierdentro
- Association Suisse des Amis d'Haïti
- Association Suisse-Cameroun
- ASSOTIC
- ATD Quart-Monde
- Cap-Vert Genève
- Caritas Genève - SeCoDev
- Centrale Sanitaire Suisse Romande
- Centre Europe Tiers-Monde
- Cinéma des trois mondes
- Commission tiers-monde de l'Eglise catholique
- Commission tiers-monde de l'Eglise protestante
- Déclaration de Berne GE
- E-CHANGER-Genève
- Education et Futur (Bolivie)
- Enfants du Monde
- Equiterre
- Espace Femmes International
- Espoir pour ceux qui ont faim - FH Suisse
- FIAN Suisse (FoodFirst, Information and Action Network)
- Fondation le Balafon
- Frères de nos Frères
- Genève Tiers-Monde
- Graine de Baobab Genève-Burkina
- Groupe de réalisations et d'accompagnement pour le développement
- Helvetas Swiss Intercooperation GE
- HorYzon - Section genevoise
- Humanitel
- Institut pour le développement humain IDH Suisse
- Institut de hautes études internationales et du développement
- IRED.ORG
- Les Jardins de Cocagne N-5
- Madre Tierra Suisse
- Magasins du Monde GE
- MEDES SAPCOM-Médecins de l'espoir
- Mouvement populaire des familles GE
- Mouvement pour la Coopération Internationale
- OSEO/SOLIDAR GE
- Recherches et applications de financements alternatifs au développement
- Société religieuse suisse des Amis (Quakers) Genève
- Swissaid Genève
- Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs SIT
- Terre des Hommes Suisse
- Tourism for Help
- Traditions pour Demain
- Uniterre Commission Internationale
- urbaMonde
- Utopie Nord-Sud

La coopération genevoise en 2013 (dépenses en millions de francs)



Idees reçues

«L'aide engraisse les ONG et les dictateurs»

En Suisse, les frais administratifs sont contrôlés par le label ZEW0: en moyenne, 11% des budgets sont dépensés en administratif et 7% en recherche de fonds; 82% vont sur le terrain. Par ailleurs les ONG genevoises n'aident pas des Etats, mais renforcent des populations, qui souvent luttent contre la corruption de leurs dirigeants.

«Aidons d'abord les pauvres chez nous...»

La Suisse ne néglige pas «ses» pauvres au profit du Sud: 12,7 milliards de prestations sociales publiques ont été versées en 2012 soit 1582 francs par habitant. L'aide suisse au développement a coûté 350 francs par habitant. Elle génère des achats et 20'000 emplois chez nous. Elle est réputée dans le monde pour la qualité de ses projets.

DONNÉES: DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION